

5 700

➔ C'est le nombre de postes dans le domaine de l'industrie à pourvoir en Isère pour l'année 2018, selon l'Udimec.

À l'occasion de la Semaine de l'industrie, qui se tient du 26 mars au 1^{er} avril, de nombreuses actions sont menées pour faire découvrir ce secteur : visites d'entreprises, ateliers, portes ouvertes, journées de l'Odyssée de l'industrie, au pôle formation de Moirans.

4 000 M²

➔ C'est la surface de la centrale photovoltaïque installée à X-Pôle, le campus tertiaire de Schneider Electric, situé sur la Presqu'île grenobloise, dont la fin des travaux du gros œuvre se déroulera symboliquement ce vendredi 23 mars. À la pointe de l'innovation, ce bâtiment, vitrine du partenariat technologique entre Bouygues Immobilier et Schneider Electric, accueillera 1 500 collaborateurs.

Les CAC inquiets et déterminés

Alors que le gouvernement prépare une réforme de l'activité des commissaires aux comptes, les professionnels se mobilisent pour défendre leur rôle dans les PME.

PROFESSION « Un séisme », « une catastrophe » : les représentants de la compagnie régionale des commissaires aux comptes près la cour d'appel de Grenoble ne mâchent pas leurs mots concernant le projet de réforme de leur profession, enclenchée par le gouvernement en novembre dernier, en s'appuyant sur un rapport de l'inspection générale des finances, dont les conclusions viennent d'être déposées sur le bureau du ministre de l'Économie Bruno Lemaire. « Bercy envisage de supprimer l'obligation de certification des comptes pour les petites et moyennes entreprises, et donc notre activité dans ces

petites structures », synthétise Hervé Roche, président de la CRCC de Grenoble. « Le rapport de l'IGF préconise de relever les seuils français et de les aligner sur les seuils européens (8 millions d'euros de chiffre d'affaires, 4 millions d'euros de total de bilans et plus de 50 salariés), deux de ces critères devant être dépassés », souligne Philippe Machon, vice-président de la CRCC. Un relèvement des seuils qui passe mal, car il ne tient pas compte de la spécificité du tissu économique français, et plus encore de celui de notre département, riche de PME et de PE (NDLR : petites entreprises). « Les seuils actuels visaient à renforcer la

sécurité financière de ces petites structures », rappelle Martine Paccoud, vice-présidente. « Ce rapport méconnaît notre métier », insiste Hervé Roche. Pour remplir ses rôles légaux (certification des comptes, prévention des difficultés et révélation de faits délictueux), le CAC produit d'importants travaux en amont, qui lui permettent d'accomplir « une mission d'opinion et d'assurance ».

83 % DES MANDATS IMPACTÉS. Au niveau du ressort de la CRCC de Grenoble (Isère, Drôme, Hautes-Alpes), la réforme impacterait 25 % des CAC, qui font très majoritairement, voire exclu-

sivement, des missions en PE. « 83 % des mandats impactés; baisse d'honoraires, estimée à plus de 17 millions d'euros; disparition de 118 signataires, soit la moitié, avec bien évidemment des suppressions d'emplois directs et indirects à la clé », s'alarment les professionnels, qui pointent aussi du doigt le risque de concentration des missions restantes chez quelques grands cabinets, ainsi que la baisse d'attractivité de la profession pour les jeunes, qui constituent les forces vives des cabinets. « Des cellules de crise s'organisent au sein des compagnies, afin d'être présents auprès de nos confrères qui humainement et professionnellement reçoivent cette réforme comme une onde de choc. Parallèlement, nous travaillons sur des propositions concrètes à faire au gouvernement afin de limiter au mieux les conséquences sur nos cabinets, tout en mobilisant notre environnement (chefs d'entreprises, banques, tribunaux de commerce, magistrats, investisseurs...) afin de nous soutenir pendant les négociations à venir », conclut Hervé Roche. Tous espèrent que l'expression de l'ancien garde des Sceaux Christiane Taubira, qualifiant les CAC de « sentinelles de l'économie », garde tout son sens. ●

MOBILISÉS ET DÉTERMINÉS. Hervé Roche, président de la compagnie régionale des commissaires aux comptes près la cour d'appel de Grenoble, aux côtés de ses deux vice-présidents Martine Paccoud et Philippe Machon.

